

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Objet du Marché :

**MARCHE 2025-032 : FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME HPLC
(CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE HAUTE PERFORMANCE)**

Procédure :

Procédure adaptée

(Passé en application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique)

Acheteur :

**INSA de Toulouse
Pôle Marchés
135 Avenue de RANGUEIL
31077 TOULOUSE Cedex 4**

Représenté par sa Directrice, Madame Alexandra BERTRON

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

<u>Code NACRES :</u> SB.51 : CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE ANALYTIQUE : CHAINES, DETECTEURS, POMPES...	<u>Organisme de publicité :</u> PLACE
<u>Codes CPV :</u> 38432200-4 Chromatographes 38433300-2 Analyseur de spectre	<u>Service instructeur :</u> TBI (plateforme PICT-ICEO)
	<u>Version du document :</u> 16/09/2025 (publication du dce)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1-2 - FORME DU MARCHÉ	3
1-3 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
1-4 - IDENTIFICATION DU TITULAIRE	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 4 : CLAUSES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES AU MATÉRIEL	5
4-1 – DESCRIPTION DU MATÉRIEL	5
4.2 – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (OPTIONS)	6
4.3 – VARIANTE	6
ARTICLE 5 : CONDITIONS DE LIVRAISON, D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE	6
5-1 – MODALITÉS DE LIVRAISON	6
5-2 – MODALITÉS D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE PAR LE TITULAIRE	7
5-3 – CARACTÉRISTIQUES ET AMÉNAGEMENT DES LOCAUX PRÉVUS POUR L'INSTALLATION	7
ARTICLE 6 : FORMATION DU PERSONNEL - DOCUMENTATION TECHNIQUE	8
6-1 – FORMATION DU PERSONNEL	8
6-2 – DOCUMENTATION TECHNIQUE	8
ARTICLE 7 : PÉNALITÉS	8
7-1 – PÉNALITÉS DE RETARD À LA LIVRAISON ET MISE EN SERVICE DU MATÉRIEL	8
7-2 – AUTRES PÉNALITÉS DE RETARD	8
7-3 – PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	8
ARTICLE 8 : VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	9
ARTICLE 9 : GARANTIE TECHNIQUE	9
ARTICLE 10 : PRIX	9
ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIÈRES	10
ARTICLE 12 : AVANCE	10
ARTICLE 13 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	10
13-1 – FACTURATION	10
13-2 – PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
13-3 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
ARTICLE 15 : CLAUSES DE REEXAMEN	12
ARTICLE 16 : ASSURANCES	12
LES SOUS-TRAITANTS DOIVENT FOURNIR LES MÊMES DOCUMENTS QUE LE TITULAIRE.	12
ARTICLE 17 : RESILIATION	12
17-1 CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHÉ	12
17-2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	13
ARTICLE 18 : LITIGES	13
ARTICLE 19 : DROIT ET LANGUE	13
ARTICLE 20 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS	13

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1-1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

1. La fourniture, l'installation et la mise en service d'un système HPLC,
2. La formation de base du personnel (4 personnes max) pour l'utilisation, la calibration et la maintenance de 1er niveau du matériel, ainsi que pour l'utilisation du logiciel de pilotage et de traitement des données. La formation est réalisée sur site après l'installation du matériel.

Ce marché s'inscrit dans le cadre du projet de recherche CALipSO, financé par l'ADEME.

La plateforme PICT-ICEO, située sur le laboratoire TBI (Toulouse Biotechnology Institute), propose une activité de prestations de services et/ou collaboration (R&D) dans le domaine de la découverte et du criblage d'enzymes, de la production et caractérisation d'enzymes et protéines recombinantes. Elle est labellisée IBISA, membre du réseau GénoToul (réseau des plateformes toulousaines en sciences du vivant) et fait partie de l'infrastructures nationale et européenne IBISBA.

Le fonctionnement du plateau ICEO s'articule principalement autour de 3 noyaux d'équipements :

- le premier est consacré à l'organisation et à la gestion des banques de clones et au criblage des propriétés enzymatiques des banques de mutants en format microplaques,
- le plateau de purification de protéines est constitué de plusieurs systèmes ÄKTA, pour la purification simple ou parallélisé de protéines,
- enfin, le plateau analytique est constitué de 6 chaînes HPLC et 1 chaîne HPAEC, associées à différents détecteurs, ainsi que d'une GC et d'une GC/MS, nous permettant de séparer/quantifier/identifier une large gamme de molécules produites par nos cibles enzymatiques.

Le souhait est de s'équiper d'un nouvel ensemble d'analyses chromatographiques comprenant une chaîne HPLC complétée d'un détecteur UV, un détecteur RI et d'un collecteur de fractions.

L'acquisition d'un nouvel ensemble chaîne HPLC/ détecteur permettra :

- de maintenir les cadences de caractérisation de nouvelles enzymes intervenant dans la transformation d'agro-ressources telle que le saccharose, les hémicelluloses et les triglycérides...;
- de pérenniser notre capacité de réponse aux demandes de partenaires extérieurs académiques et industriels.

Cet ensemble participera au renouvellement nécessaire des équipements vieillissants du parc analytique de la plateforme PICT-ICEO.

Le marché est à prix global et forfaitaire.

1-2 - Forme du marché

Le marché est un marché formalisé passé selon une procédure adaptée en l'application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique

1-3 - Identification de l'Acheteur

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) sont désignées :

Acheteur :

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES
135, Avenue de Ranguéil
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Comptable assignataire des paiements :

Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
135, avenue de Ranguet
31077 TOULOUSE CEDEX 4

1-4 - Identification du Titulaire

1.4.1. Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale désignée à l'acte d'engagement.

1.4.2. Cotraitants

Le groupement peut être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire conformément aux dispositions des articles R2142 et suivants du code de la commande publique. La forme du groupement est imposée par l'Acheteur pour permettre d'assurer la continuité de la prestation.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de défaillance du mandataire, et suivant les dispositions du CCAG/FCS, à défaut de désignation et/ou d'agrément le membre du groupement de second rang sera désigné comme mandataire sous réserve du droit de résiliation du marché prévu par le CCAG.

1.4.3. Sous-traitant

Le Titulaire d'un marché peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la Commande Publique).

Le dossier d'agrément du sous-traitant est obligatoire et doit comporter :

- La déclaration de sous-traitance :
 - La nature des prestations sous-traitées
 - Le nom, la raison, ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant
 - Les conditions de paiement du sous-traitant (montant maximum des sommes à verser au sous-traitant, modalités de variation du prix, régime des avances, acomptes, réfections, et pénalités)

Le Titulaire devra utiliser le formulaire DC4 fourni dans les documents de la consultation.

- Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de la part sous-traitée
 - Le RIB du compte sur lequel se sous-traitant souhaite être payé
 - Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois
 - Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre,
 - Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail
 - Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaires)

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis à l'Acheteur (courrier recommandé ou remis en mains propres).

L'Acheteur ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la Commande Publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

1-5 - Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par demande de précision de l'offre et/ou mise au point du marché.
 - L'annexe 01 à l'acte d'engagement – Notification du marché (Formulaire NOT15)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (**CCP n°2025-032**) dont l'exemplaire conservé par l'INSA fait seule foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 JORF du 01/04/2021),
- Les avenants postérieurs à la notification du marché,
- L'offre financière (devis) du Titulaire
- L'offre technique (cadre de réponse technique)

LE TITULAIRE DECLARE PARFAITEMENT CONNAITRE LE CCAG MENTIONNÉ BIEN QU'IL NE SOIT PAS MATERIELLEMENT JOINT AU MARCHE.

Ordre de préséance : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Notification : la notification du marché consiste en la remise par le biais du profil d'acheteur (via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr) :

- ✓ De l'acte d'engagement et ses annexes signés, en cas de signature électronique ;
- ✓ D'une copie de l'acte d'engagement et ses annexes, en cas de signature manuscrite.

L'Acheteur remet également au Titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article 2 deviennent contractuelles.

ARTICLE 3 : DELAI D'EXECUTION

Le présent marché ne devient définitif qu'après notification au titulaire.

Il court à compter de la notification jusqu'à la fin du délai de garantie ou du contrat de maintenance (extension de garantie), si cette prestation supplémentaire éventuelle obligatoire est retenue par l'Acheteur.

Le Titulaire livre le matériel dans les délais fixés dans l'acte d'engagement à compter de la notification.

En cas de non-respect du délai annoncé dans l'acte d'engagement, des pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 7 du présent CCP.

Compte tenu du fonctionnement de l'INSA, le(les) jour(s) précis de la livraison, d'installation et de mise en service est (sont) déterminé(s) d'un commun accord entre le Titulaire et les correspondants de la plateforme PICT-ICEO de l'INSA de Toulouse.

ARTICLE 4 : CLAUSES TECHNIQUES SPECIFIQUES AU MATERIEL

4-1 – Description du matériel

Ce marché a pour objet la fourniture, la livraison, la mise en service, la garantie initiale d'un système de chromatographie liquide haute performance (HPLC) – avec détection UV-RI et collecteur de fractions, ainsi que la formation à l'utilisation et à la maintenance des appareils selon les spécifications techniques décrites ci-dessous.

La configuration technique et les caractéristiques du matériel proposé doivent permettre à minima la réalisation optimale des objectifs précités.

- **Caractéristiques techniques du Système HPLC-UV/RI**

- Un système de pompage à gradient prenant en charge le mélange multi-solvants (4 solvants) avec débit réglable jusqu'à 5ml/min minimum et dégazeur intégré. La pression doit permettre d'aller jusqu'à 650 bars minimum.
- Un échantillonneur thermostaté entre 4 et 40°C, de 100 vials minimum, et compatible avec l'injection d'échantillons à partir de microplaques 96 puits (2 plaques minimum), avec injecteur automatique et volume d'injection variable jusqu'à 100 µL.
- Un compartiment thermostaté (four) permettant le maintien en température des colonnes entre 5 et 85°C avec circulation d'air et permettant l'accueil de colonnes semi-préparatives (longueur max 300 mm, diam max 1 cm).
- Un détecteur UV à longueur d'onde variable dans l'UV et le visible (entre 190 et 750 nm) et permettant l'acquisition d'au minimum 2 canaux.
- Un détecteur par indice de réfractométrie (RI) acceptant les débits allant jusqu'à 5 mL/min et opérant entre 1.00 et 1.75 RIU.
- Un collecteur de fractions pouvant être thermostaté à 4°C, et pouvant accepter une grande variété de racks (microplaques, deepwells, tubes de volumes entre 5 et 50 mL).

- **Caractéristiques techniques du système d'acquisition et de traitement des données à inclure dans l'offre :**

- Le matériel doit être installé avec un logiciel adapté permettant le contrôle du système HPLC. Il doit également permettre l'acquisition et le traitement des données recueillies.
- Le logiciel doit être installé sur un PC fourni par le titulaire. Le PC doit répondre aux exigences du service informatique de l'unité d'hébergement. Il sera livré avec un écran plat, un clavier, une souris.

4.2 – Prestations Supplémentaires Eventuelles (options)

4.4.1 – Prestation supplémentaires éventuelles obligatoires

Une (des) prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) obligatoire(s) ci-dessous a (ont) été définie(s) par le Pouvoir adjudicateur :

- ✓ **PSE obligatoire n°01** : Extension de garantie pour une période d'une année supplémentaire **à l'issue de la période de garantie** : modalités et prix (Un devis estimatif pour l'extension de garantie est transmis avec l'offre)
- **PSE obligatoire n°2** : Reprise du matériel obsolète dont les numéros de série sont donnés ci-dessous :
 - ✓ Thermo U3000, 1ère génération Pompe : SN 8011034
 - ✓ Thermo U3000, 1ère génération Echantillonneur : SN 8012057
 - ✓ Thermo U3000, 1ère génération Détecteur à barrette de diodes UVD340U : SN 3460404
 - ✓ Thermo U3000, 1ère génération Four : SN 5550701

L'annexe 1 de l'acte d'engagement (*Notification du marché – Formulaire NOTI5*) fixe expressément celle(s) retenue(s) par l'Acheteur.

4.4.2 – Prestation supplémentaires éventuelles facultatives

Pas de Prestation supplémentaires éventuelles facultatives.

4.3 – Variante

Néant

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE LIVRAISON, D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE

5-1 – Modalités de livraison

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le titulaire est également responsable de toute dégradation, de quelque nature qu'elle puisse être, occasionnée par la faute du transporteur ou de leurs préposés tant aux bâtiments, terrains, plantations et installations de l'INSA,

qu'aux personnes. L'INSA pour le laboratoire TBI se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés par la livraison.

La livraison du matériel est effectuée par le titulaire à l'adresse indiquée ci-dessous, le(s) jour(s) fixé(s) entre les parties conformément à ce que prévoit l'article 3 du présent CCP, pendant les heures d'ouverture des locaux du site (9 H 00 – 12 H 00 et 14 H 00 -17 H 00) sauf stipulation contraire signifiée par écrit au titulaire.

Le matériel devra être livré et installé à l'adresse suivante :

INSA de Toulouse,
Laboratoire TBI / Plateforme PICT-ICEO
Bâtiment 39, 3^{er} étage
135 avenue de Ranguel,
31400 Toulouse
France

Le déchargement et le déballage du matériel sont à la charge du Titulaire.

Ces opérations sont effectuées en présence d'un représentant de la plateforme PICT-ICEO de l'INSA, destinataire de la livraison.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, comportant notamment :

- La date d'expédition ;
- La référence au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

La signature du bordereau de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure prévue à l'article 8 du présent CCP.

5-2 – Modalités d'installation et de mise en service par le Titulaire

L'installation du matériel sur site et sa mise en service sont effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, dans les locaux désignés par le destinataire du laboratoire TBI, sur la plateforme PICT-ICEO situé au 3^{er} étage du bâtiment 39 de l'INSA de Toulouse (Cf. adresse de livraison précitée à l'article 5.1 du présent CCP).

Les opérations d'installation et de mise en service ont lieu le(les) jour(s) fixés entre les parties dans les 30 jours qui suivent la date de livraison du matériel. En cas de livraison échelonnée des différents éléments qui le composent, la date de livraison la plus tardive sert de point de départ du délai.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/FCS, les locaux sont réputés disponibles à la date convenue entre les parties sans formalité particulière.

La mise en service est notifiée par le titulaire au représentant de la plateforme PICT-ICEO de l'INSA, qui en accuse réception.

5-3 – Caractéristiques et aménagement des locaux prévus pour l'installation

Le Titulaire peut préciser les conditions d'environnement nécessaires dans son offre. L'INSA respectera ses indications.

ARTICLE 6 : FORMATION DU PERSONNEL - DOCUMENTATION TECHNIQUE

6-1 – Formation du personnel

Le Titulaire assure, sans supplément de prix, la formation de deux à quatre personnes à l'opération de l'équipement. Cette formation a pour objet de permettre au personnel concerné de maîtriser l'utilisation du matériel et d'assurer l'entretien courant lié à son usage.

Elle comprend la formation pratique de la mise en route, l'entretien et le maniement du système.

La formation sur site, intervient dans les 30 jours qui suivent la mise en service, sous peine de se voir appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCP.

A l'issue de la formation, un certificat est remis au représentant de la plateforme PICT-ICEO de l'INSA qui le date et le signe attestant la réalisation de la formation.

Un exemplaire est conservé par chacune des parties.

6-2 – Documentation technique

Le Titulaire s'engage à fournir, au plus tard, à la mise en service, toute la documentation, rédigée en français et/ou en anglais, sur support papier, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix pendant la période de garantie.

Le Titulaire s'engage à fournir les éléments suivants :

- Manuel d'utilisation et maintenance des équipements
- Manuel d'utilisation des logiciels de contrôle des équipements

ARTICLE 7 : PENALITES

7-1 – Pénalités de retard à la livraison et mise en service du matériel

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

En tout état de cause, P ne peut dépasser V.

7-2 – Autres pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités calculées par application de l'article 14.1 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable.

7-3 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 8 : VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai qui est imparti à l'INSA pour procéder à ces opérations de vérification est de 30 jours à compter du jour de la mise en service par le titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas avisé des jours et heures fixés pour ces vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, l'INSA prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai de 30 (trente) jours précités, la décision d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, à la date d'expiration du délai de 30 jours mentionné ci-dessus.

En cas d'ajournement, la nouvelle présentation du matériel, après intervention du titulaire consiste en une nouvelle mise en service notifiée à l'INSA, qui en accuse réception. L'INSA procède à nouveau aux opérations de vérification.

Lorsque les prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire avant l'admission sont restituées à l'INSA.

ARTICLE 9 : GARANTIE TECHNIQUE

Le matériel fourni au titre du marché sera garanti 2 ans sur site, pièces et main d'œuvre, frais de déplacement de personnel inclus, à compter de sa mise en service par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS.

Au titre de cette garantie, et conformément aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 33 du CCAG/FCS, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

Pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à intervenir sur site (pour constater et diagnostiquer la panne) dans un délai maximum de deux jours ouvrés, faisant suite à l'appel de l'équipe ICEO confirmé par courrier électronique.

La garantie s'applique aux modifications effectuées par le titulaire.

Par dérogation à l'article 33.5 du CCAG/FCS, la durée de la garantie sur l'ensemble du matériel sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels le système n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par l'équipe PICT-ICEO.

A l'issue de la période de garantie, le service après-vente devra continuer à être disponible et réactif avec des interventions sous 72h.

ARTICLE 10 : PRIX

Le marché est traité à **prix global et forfaitaire**.

Le prix établi est ferme et est celui figurant dans l'acte d'engagement.

Il est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,

ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (TVA à l'importation et frais de douanes le cas échéant), les marges pour risque et marges bénéficiaires.
Les prix sont assujettis au taux de TVA en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

Prix des consommables : pendant la durée du marché, le prix des consommables (colonnes, pièces pour maintenance) fait l'objet d'une tarification préférentielle par rapport au prix public. Le pourcentage de réduction est librement fixé par le Titulaire dans l'acte d'engagement. Cependant, il ne pourra pas être inférieur à 10%.

ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIERES

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 12 : AVANCE

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement si le montant du marché est supérieur au seuil fixé par le code de la Commande Publique.

Le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande (GAPD) par le titulaire, l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Le montant de cette avance est fixé à 40% du montant du marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

13-1 – Facturation

Le solde ne pourra être payé qu'après l'admission de l'ensemble du matériel conformément à l'article 8 du présent CCP.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le Titulaire indique sur la facture le prix TTC remis.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Lorsque le titulaire remet une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.
Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

La facture comporte impérativement les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- Les références du présent marché (numéro et intitulé)
- Le nom et l'adresse complète du service destinataire de la commande
- Le numéro du bon et la date de livraison
- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C.
- Le délai de garantie du matériel conformément à l'article 9 du présent CCP.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13-2 – Présentation des demandes de paiements

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse définie ci-après.

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessus.

Informations nécessaires pour déposer les factures sur chorus :

- Adresse de facturation :

INSA
Service facturier
135 AVENUE DE RANGUEIL
31077 TOULOUSE
FRANCE

- N° de SIRET de l'INSA : **193.101.524.00018**

- N° de TVA intracommunautaire : **FR.20.193.101.524**

- N° de code service : pas de code service

En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

13-3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 14 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. L'acheteur remet, sur demande du titulaire ou d'un co-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

ARTICLE 15 : CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- ✓ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- ✓ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- ✓ Changement de dénomination du Titulaire ;
- ✓ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- ✓ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 17 : RESILIATION

17-1 Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-1 à R.2142- 4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222- 5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17-2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le titulaire du marché Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 18 : LITIGES

En cas de litiges, le Tribunal administratif de Toulouse sera compétent.

ARTICLE 19 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 5.2	article 19
Article 7	articles 14.1. et 14.1.1
Article 8	articles 27.3, 28.2 et 30.1
Article 9	articles 33.1 et 33.5